

Nouvelles locales du mardi 26 août 2014

@rib News, 26/08/2014 | Politique - Le président de la République du Burundi a adressé un discours à la Nation burundaise à l'occasion de la célébration de 4 ans qu'il vient de passer au pouvoir dans son second mandat. Dans son discours, le président Nkurunziza a tenu à affirmer que les élections de 2015 seront meilleures que les autres que le pays a déjà connues. Le numéro un burundais se fonde sur la paix et la sécurité, le dialogue entre politiciens, la loi électorale votée dans la plus grande entente, les fonds promis par les bailleurs et autres.

Il admet toutefois que tout n'est pas du tout blanc et qu'il y a encore des personnes qui détournent les biens publics des fonctionnaires caractérisés par un manque de conscience professionnelle. Ainsi, il a demandé au ministre de l'Intérieur et à la Commission Electorale Nationale Indépendante d'informer tout le monde les états de la procédure de ces élections. Il leur a aussi demandé d'écouter les conseils de la part de quiconque veut donner poliment sa contribution. Enfin, il a demandé aux membres des partis politiques et surtout aux jeunes d'éviter tout comportement susceptible de perturber les élections. [isanganiro/rtr/rtnb/bonesha/rpa] - Suite à ce discours du président de la République, l'ONG locale PARCEM dresse plutôt un bilan mitigé de la gouvernance de Pierre Nkurunziza durant ces 4 ans surtout en matière de lutte contre la corruption via la politique tolérante zéro. Selon le président de cette association, la politique de tolérance zéro est vieille de 4 ans mais n'a pas pu être mise en application malgré les différentes séances de sensibilisation qui ont été organisées depuis le plus haut sommet. Faustin Ndikumana trouve que les personnes qui la loi exige la déclaration de leurs biens avant et après leur entrée en fonction ne le font pas et cela est une manière à ce que cette loi en cette matière devienne caduque. Il trouve que ceux qui devraient le faire ne le font pas et ceux qui cette action devrait servir de modèle se flotent les mains sachant qu'ils ne vont pas être inquiétés au moment où les ténors dorment tranquillement. Ceci a causé selon lui, la continuité du favoritisme, de l'enrichissement illicite, de la corruption dans toutes ses formes. Il s'écrit donc enfin du fait que les membres de l'administration des marchés publics qui devraient être des exemples dans la déclaration de leurs biens ne le font pas. Il demande ainsi que la parole soit jointe à l'action afin que les biens publics ne continuent pas d'être dilapidés.

[rtr/rpa/isanganiro/bonesha] - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) annonce que les opérations d'enregistrement des électeurs ne vont pas avoir lieu avant la mise en place des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI) et les Commissions Electorales Communales Indépendantes (CECI). Selon le président de la CENI, la date ainsi annoncée dans le calendrier électorale de début d'enregistrement qui était fixée au 22 septembre sera pas respectée et des consultations avec tous les concernés devront être menées afin de mettre en place des commissions crédibles aux yeux de tous les concernés. Pierre Claver Ndayicariye tranquillise pourtant que cela ne va pas avoir d'incidence négative sur la mise en application du calendrier arrêté. Il a aussi ajouté que la CENI a déjà répertorié les centres d'enregistrement des électeurs dans tout le pays qui sont au nombre de 10.798 centres. Les représentants des partis politiques de l'opposition ont salué cette décision de la CENI de procéder au recensement après la mise en place des CEPI et CECI. Le vice-président du parti Sahwanya-Frodebu a estimé pourtant que la CENI doit apprendre à planifier avant de prendre des décisions et arrêter des programmes. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb]

- L'ADC-Ikibiri se dit contre les listes que le parti au pouvoir est en train de dresser dans certaines provinces du pays où les membres du parti au pouvoir et ceux de l'opposition sont mis sur des listes différentes. Selon le président de cette alliance, il étonnant que le parti CNDD-FDD cherche à savoir ceux qui ne sont pas membres de ce parti comme s'il y aurait un autre parti qui leur aurait demandé de le faire à leur place. L'once Ngendakumana trouve qu'il s'agit plutôt d'une campagne d'intimidation à l'endroit des membres des partis politiques autres que le parti présidentiel de fausser et truquer les élections de 2015. Il demande donc l'arrêt de ces pratiques et la conformité du CNDD-FDD aux valeurs démocratiques auxquelles le Burundi a déjà adhéré. Il demande aux responsables de ce parti de rappeler à certains de ses membres qui se conduisent qu'ils ne pas se laisser taxer de solidaires à des gens agissant contre la loi si du moins c'est le cas. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] | Sécurité - Après que les pêcheurs autour du lac Rweru d'été de la commune Giteranyi en province Kirundo aient fait savoir qu'ils ont remarqué ce dimanche deux autres corps sans vie flottant sur ce même lac via la rivière Kagera en provenance du Rwanda voisin, une commission composée de rwandais et de burundais s'est rendue sur terrain ce lundi soir comme promis par l'administrateur de la commune Giteranyi et a constaté cette fois-ci trois corps sans vie flottant sur le lac Rweru. Néanmoins, aucune conclusion n'a été tirée. En effet, alors que les pêcheurs affirment que les corps proviennent du Rwanda via la rivière Kagera, les autorités en provenance de ce pays font savoir qu'il n'y a aucune preuve que ces cadavres soient rwandais. Du côté burundais, le conseiller du gouverneur de Kirundo ne veut pas non plus accepter de reconnaître la nationalité des victimes comme étant burundaises. Alors que les pêcheurs demandent que ces personnes soient enterrées dignement, le conseiller du gouverneur de Kirundo estime que cet acte équivaudrait plutôt à une reconnaissance tacite de la nationalité burundaise de ces victimes. Les pêcheurs quant à eux demandent que ces cadavres soient tirés de l'eau et enterrés dignement puis que cette eau est utilisée par les familles soit dans les ménages, soit pour se laver. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr]

- La ligue des droits de l'Homme dans la région des grands lacs (LDGL) s'indigne du fait que des cadavres sont remarqués encore une fois dans des rivières au Burundi. Selon le président de cette association internationale, il est déplorable que des personnes soient retrouvées mortes alors dans une zone où il n'y a pas de conflit déclaré entre les peuples. Cyriaque Ndayisenga voit que le plus vite possible, les autorités burundaises et rwandaises devraient mettre sur pied une commission d'enquête afin de déterminer les circonstances et les auteurs de ces morts. Il trouve que cela devrait être une manière de protéger d'autres victimes éventuelles. Il demande ainsi que les victimes déjà identifiées soient enterrées dignement. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr]